|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| FAJ | النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين | Logo2 |
| **Federation of Arab journalists** | **Syndicat national des journalistes tunisiens** | **International Federation of Journalists** |

Soutenons maintenant la liberté des médias et de la presse indépendante !

**Lettre des fédérations, syndicats et associations des journalistes, aux dirigeants arabes et aux délégations participant au sommet de la Ligue arabe à Tunis.**

**Messieurs les chefs d’Etats arabes,**

Nous, représentants des syndicats de la presse nationale, régionale et internationale, sommes réunis aujourd'hui à Tunis pour discuter de la grave crise auquel est confronté le secteur des médias dans les pays arabes. La liberté de la presse et son indépendance sont à l’origine de cette crise.

Dans un premier temps, nous invitons les États arabes qui arrêtent et emprisonnent des journalistes en raison de l’exercice de leur activité professionnelle ou en raison de l’exercice de la liberté d’expression à les libérer immédiatement.

La liberté et l’indépendance sont indispensables à la presse professionnelle. Sans elles, la presse est dans l’incapacité de jouer son rôle d’information et d’éducation des citoyens. Cela a pour conséquence une perte de confiance du grand public envers les médias nationaux et une dispersion de ce public vers d’autres médias ou source d’informations.

La révolution des communications et les technologies d’échange d’informations qui a touché le monde entier a également sérieusement perturbé le secteur de l’information dans les pays arabes. D’une part, cela a permis d’encourager les citoyens à exprimer leurs opinions et à diffuser les informations de manière libre. (Il y a un consensus que ces technologies ont également facilité la prolifération d’informations inexactes, fake news, rumeurs ou histoires fictives, dont certaines sont utilisées pour promouvoir la haine et l’incitation à la violence).

En revanche, le système législatif et organisationnel du secteur des médias limite la liberté de la presse et le droit des journalistes professionnels malgré les amendements et les réformes menés par certains pays arabes. Cela a pour conséquence, d’une part une incapacité des journalistes à publier des informations précises et vérifiées mais aussi la non-prise en considération de sujets de société qui concernent les citoyens.

La situation actuelle nuit à la mission principale de la presse en privant les citoyens et les peuples de leur droit à une information précise et fidèle sur des sujets affectant leur vie, leurs choix, et le rendement de leurs dirigeants et fonctionnaires étatiques.

Ainsi, l’inaction d’aujourd’hui, met en péril l'avenir des Etats arabes et risque de faire sombrer la région dans une voie dangereuse dominée par l'ignorance, les rumeurs et les nouvelles politisées dans l’intérêt de centres de pouvoir à l’opposé des préoccupations et intérêts des Etats arabes et leurs peuples.

**Excellences Messieurs les chefs d’Etats arabes,**

Les mouvements pacifiques des peuples arabes, qui ont commencé il y a quelques années et qui sont toujours en cours, sont l’expression d’un processus historique en vue de la réalisation des libertés individuelles et collectives et un développement durable fondé sur la justice économique, sociale et environnementale.

C’est le début d’un processus qui devra sans doute durer des décennies pour atteindre ses objectifs, jusqu’à ce que les peuples et les nations arabes retrouvent leur place au sein du berceau de la civilisation humaine.

Une presse de qualité et indépendante joue un rôle clé afin de garantir le caractère pacifique du processus et son maintien en fournissant des espaces publics ouvert au public pour les aider à prendre les décisions appropriés qui façonnent leur présent et leur avenir.

En vue de mettre en place un environnement législatif et organisationnel favorable à la liberté de la presse, nous avons travaillé, durant plusieurs années, en tant que syndicats de presse, rédacteurs, institutions médiatiques et juridiques pour une initiative de consultation régionale.

Cette consultation a donné naissance à un document qui contient les principes de base nécessaires à un secteur des médias professionnel et indépendant dans les pays arabes.

Ce document intitulé "Liberté d'information dans le monde arabe" a été adopté en 2016 par les syndicats, les journalistes, les organisations de la société civile et les institutions de défense des droits de l'homme et universitaires des pays arabes.

Depuis cette date, un certain nombre de dirigeants arabes, de gouvernements arabes, d’institutions des médias, et des partis politiques de Palestine, Tunisie, Jordanie, Soudan, Maroc et Mauritanie ont soutenu cette initiative en adoptant cette déclaration en tant que document qui met en avant et promeut la liberté des médias et la presse indépendante.

Cette initiative va permettre de mettre en place une plate-forme en vue d’un dialogue constructif entre les journalistes et les médias, d’une part, et les institutions étatiques, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire d’autre part.

**Excellences Messieurs les chefs d’Etats arabes,**

C’est le moment de soutenir la liberté des médias et de la presse indépendante!

Nous vous prions d’adopter la Déclaration "Liberté d'information dans le monde arabe" en tant que document destiné à guider les États membres et la Ligue des Etats Arabes afin que ses principes constituent une référence pour le dialogue entre toutes les parties afin de conduire au développement des médias dans les pays de la Région.

Tunis ,30 Mars 2019